

De : François Roy
240 rg 5 Fleuriau
Ste-Angèle-de-Mérici, QC
G0J-2H0

Bonjour, chers concitoyen(ne)s,

Je me présente, peut-être dans le but de me donner une quelconque crédibilité, sur des faits qui ont présentement une forte ascendance sur ma perception du système de gouvernance québécois. Je suis entrepreneur de pme depuis 1998, géologue d'exploration au début, devenu pourvoyeur et guide de montagnes puis coordonnateur d'une coopérative de solidarité comprenant une centaine de membres heureux de s'impliquer et s'étant appropriés d'un projet collectif qui grandit sans cesse, né des services de guidage en montagne que j'avais initiés il y a 15 ans. A titre d'interlocuteur pendant plus de 15 ans entre cette entreprise et plusieurs fonctionnaires gestionnaires de territoire, j'ai perçu un dysfonctionnement systémique qui m'a rendu très critique de notre système de gouvernance, amer même, au point de ne plus exercer mon droit de vote aux élections. Je pense qu'une refonte de notre constitution est nécessaire si on veut se redonner des institutions qui auront la confiance de la population. Merci à l'Institut du Nouveau Monde de me donner l'opportunité de m'exprimer.

Mon premier constat est que le système de gouvernance par des partis politiques au pouvoir pour un court mandat mène à la stagnation, la corruption et le cynisme collectif, empêchant les sociétés d'évoluer vers un monde meilleur. Un livre ne serait pas suffisant pour recueillir toutes les justifications à cette phrase, il faudrait une encyclopédie, je me contenterai donc de proposer un système alternatif plutôt que de prouver qu'il nous faut un grand changement.

La fin des partis politiques et des changements d'équipe au 4 ans :

La partisanerie ne fait que diviser. A quoi bon encourager un système polarisé où il n'y a aucune synergie et qui fonctionne sur le principe d'une culture destructrice orientée à discréditer l'autre parti? La meilleure justice est impartiale. Le meilleur gouvernement doit l'être aussi. Imaginez le désastre si deux ou trois conseils d'administration devaient s'affronter chaque 4 ans pour prendre les rênes d'une compagnie? Comme pour une entreprise, on ne peut se permettre de tout remettre en question aux 4 ans, même si la faillite de l'état est une chose peu probable. La comparaison ne va pas très loin puisqu'une entreprise privée n'est pas démocratique, mais il faut comprendre que la réalisation de grands projets se fait sur des périodes généralement beaucoup plus longues que la durée d'un mandat électoral et demande de la suite dans les idées, tout comme la santé financière et le développement d'une entreprise. Les élections aux quatre ans et la cristallisation de pôles d'opinions en partis politiques est peut-être démocratique mais cela enraye l'édification d'une intelligence collective d'où émergeraient sans doute de grands projets de société.

Pour pallier à cette aberration, je propose l'abolition des partis politiques et du poste de premier ministre. Le pouvoir exécutif serait détenu par une assemblée de « *ministres* » **indépendants** (*dans le sens étymologique du mot, serviteurs de la nation*) : personnes socialement engagées, scientifiques, philosophes etc..., élus par la population, versées dans des domaines particuliers qui correspondraient aux sphères des divers ministères. Leur rôle serait de proposer des projets de lois ou des amendements, projets qui selon leur importance, seraient soumis à des référendums populaires ou adoptés à la double majorité du Parlement. Ce Parlement serait constitué de ces « *ministres* » et de *députés* indépendants représentant les circonscriptions du Québec. Double majorité implique que la majorité des « *ministres* » et la majorité des *députés* soient en faveur de la résolution.

Les candidats aux postes de *ministres* devraient satisfaire à un profil psychologique vérifié par des psychologues, attestant un sens du devoir prononcé envers la société plutôt qu'un appétit pour le pouvoir; devraient avoir une feuille de route démontrant une compétence approfondie de leurs sphères de responsabilités respectives. Leur rémunération serait généreuse mais sans plus, décente et ne suscitant pas l'appétit du gain. Les postulants à cette grande responsabilité devront trouver leur intérêt dans la reconnaissance d'actions réussies dans l'intérêt de la société plutôt que dans un salaire et des conditions matérielles opulentes. J'ose croire que ces gens s'attireront l'admiration générale plutôt que la méfiance, contrairement aux politiciens actuels. Une fois élus, ces « *ministres* » seraient scrutés par un vérificateur général indépendant et seraient évalués (comité d'experts, chaires universitaires) périodiquement sur la base de résultats compatibles avec une vision de développement global de la société et devraient satisfaire à une note de passage pour continuer. Il n'y aurait donc pas d'élections systématiques périodiques, sur la base que la compétence et l'efficacité doivent être préservées. Toutefois, la démission ou la défection d'un de ces « ministres » ouvrirait le poste à un nouveau candidat dûment élu.

Il n'y aurait donc plus de ligne de parti, seulement un grand projet de société avec ses ramifications, écrit par un comité multi-disciplinaire qui organiserait des commissions d'experts, audiences et forums publiques visant à inspirer, juger et orienter des projets de société vers le bien commun. Puisqu'il est inévitable que des propositions causent des affrontements idéologiques ou engendrent carrément des résultats opposés, il faudra pouvoir trancher de la manière la plus démocratique **et intelligente** possible. Facile à dire mais très difficilement réalisable en ces temps de désengagement politique et de populisme, la démocratie faisant souvent preuve de peu d'intelligence et favorisant parfois des positions dont les conséquences sont mal comprises, éphémères ou trompeuses.

Représentativité régionale

Cet aspect ne doit pas être négligé et l'élection de députés de circonscriptions devrait être un principe conservé dans une nouvelle constitution. Seulement, ils ne seront associés à aucun parti politique et seront élus en fonction de la confiance qu'ils suscitent auprès de leur électorat. Ils seraient les porte-paroles des régions auprès du Parlement et auraient un devoir de vote sur la proposition de projet de loi au Parlement.

Vers une responsabilisation sociale citoyenne :

La dé-responsabilisation citoyenne et l'aliénation de la population générale face à ses gouvernements est un grave problème qui frappe particulièrement la société québécoise, bien illustrée par la série *Les Bougons*, qui pousse le phénomène à l'extrême mais n'en n'est pas moins révélatrice d'une réalité. Combien d'exemples avons-nous de proches dont le discours responsabilise le gouvernement pour tout ce qui va mal mais qui en parallèle profitent du système ou le fraudent à petite ou grande échelle? A l'inverse, qui se sent fier de payer de l'impôt?

Comment pouvons-nous arriver à ériger un projet de société si nous ne croyons pas à nos institutions? Les paragraphes qui précèdent proposent des solutions mais elles ne sauraient fonctionner si le citoyen ne se sent pas à nouveau responsable et fier de sa collectivité, particulièrement à l'échelle nationale. Comme on entend souvent, le changement doit venir de la base, donc des citoyens, mais faut-il attendre une révolution à la française? Pour le moment, j'ai la conviction que le gouvernement a cherché à instaurer un système qui déresponsabilise ses employés et à maternise ses citoyens, imposant sans cesse de nouvelles normes et réglementations de plus en plus complexes derrière lesquels les fonctionnaires se réfugient, ce qui élimine la prise de décision basée sur le jugement humain. Peut-être y a-t-il une orientation nonconsciente de léguer la gestion de notre société à l'intelligence artificielle mais celle-ci n'est pas encore assez au point! (Parenthèse : ces normes sont souvent érigées par des comités où siègent une majorité d'industriels et servent plus à générer leur propre profit qu'elles ne servent le bien-être de la population.) Les fonctionnaires semblent devenus des interfaces froides et neutres entre ce complexe système réglementaire et la population. Tout ceci engendre frustration et contribue au cynisme, à l'aliénation et aux désirs de fraudes ou de désobéissance civile. **Il est temps d'introduire une culture du gros bon sens et de l'initiative dans tous les ministères.** Le vérificateur général du Canada a d'ailleurs fait une remarque à propos d'une culture de la fonction publique fédérale menant à des gâchis inexplicables (phoenix, pont champlain...), par manque de vigilance et d'initiative de ses fonctionnaires!

Il faut donc tout mettre en œuvre pour favoriser l'éducation citoyenne en matière d'enjeux de société et redonner le sens de la responsabilité collective aux québécois. **Une solution serait de soumettre les décisions touchant des enjeux de société importants à des référendums populaires accessibles sur internet avec un lien sécurisé.** En préambule du vote référendaire, les votants devraient lire un texte exposant d'une façon impartiale les tenants et aboutissant du projet, puis répondre à une série de questions permettant de démontrer qu'ils ont une compréhension minimale des enjeux présentés, à défaut de quoi ils ne pourraient voter. Toutefois, il serait possible de refaire le questionnaire et re-postuler à un second tour de vote, ce qui nécessiterait de mieux se renseigner sur le sujet. Une version audio pallierait en partie au criant problème de l'analphabétisme fonctionnel. Ainsi, les citoyens se sentiraient responsabilisés et reprendraient intérêt à s'instruire sur les enjeux de société, et encore plus important, se les approprieraient. Les gens s'éduqueront quand ils sentiront que cela devient nécessaire et que leur opinion ou leur action a un impact sur la gouvernance.

A titre d'exemple dont il faudrait peut-être s'inspirer, la Suisse a un fort historique de débats populaires et de décisions soumises à référendum. Un référendum est dit *obligatoire* lorsqu'un

projet de loi est proposé par le Parlement et *facultatif* lorsqu'il s'agit d'une initiative populaire et dans ce cas conditionnel au dépôt d'au moins 50,000 signatures demandant une modification ou une radiation d'une loi ou 100,000 signatures pour proposer un changement constitutionnel. Cela a plusieurs effets positifs : l'absence de contestation après que la population se soit prononcée (on va donc de l'avant, même si ça demande des sacrifices!) ; la recherche du meilleur consensus possible par les politiciens s'ils ne veulent pas se faire défaire par un référendum; le sentiment d'auto-détermination des citoyens dans la construction de projets de société. Un effet pervers noté est la manipulation populiste qui risque de faire prendre des décisions mal éclairées, mais ceci a peu de chance de se produire lorsque la population est activement impliquée depuis une longue période dans ses décisions, les gens devenant moins dupe des envolés trop émotives ou des opinions à la mode.

Plateforme de votation aux élections et aux référendums

Pour parvenir efficacement à faire participer la population à l'élaboration d'un projet de société moderne, il faudrait se doter d'une plateforme de votation souple et efficace, sécurisée, fonctionnant sur internet. La plateforme aurait en même temps un volet informatif qui ferait une synthèse des projets de loi à voter et présenterait les candidats aux élections d'une façon exhaustive. Le contenu serait monté et présenté par un institut comme le vôtre ou des chaires universitaires, impartiales et utilisant une approche scientifique vulgarisée. Fini les campagnes électorales et les débats de chefs qui se lancent des tartes à la crème!

Conclusions

Reprenons confiance en nos institutions et bâtissons une meilleure société en favorisant la participation citoyenne aux décisions et en adoptant un système de gouvernance intègre basé sur l'intelligence et la persistance de l'effort structurant. Il faut que notre nation devienne un adulte responsable qui adopte une vision de développement conséquente des graves enjeux qui se pointent sur notre trop petite planète.